

VEILLE NUMERIQUE - ROYAUME-UNI

Economie numérique et régulation, télécommunications et réseaux, données, cybersécurité, écosystème *tech*

SOMMAIRE

Fait marquant

- Le gouvernement présente une *Telecommunications Security Bill* ambitieuse visant à renforcer la sécurité des réseaux et à accélérer le retrait des équipements *Huawei* au Royaume-Uni

Economie numérique et régulation

- La *Spending Review 2020* contient quelques mesures destinées au numérique
- Le gouvernement britannique crée une nouvelle autorité de régulation des *Big Tech*
- Un groupe d'entreprises de marketing digital a déposé une plainte contre *Google* à l'autorité de la concurrence britannique
- Le gouvernement britannique réfléchit à l'utilisation de drones pour les livraisons dans les zones rurales

Télécommunications et réseaux

- Le vice-président de *Huawei* appelle le Royaume-Uni à revoir sa position sur l'exclusion de l'équipementier

Données

- Le Royaume-Uni a mis l'accent sur les flux libres de données lors des négociations de l'OMC sur le e-commerce
- Les coûts pour les entreprises britanniques liés à une absence de décision d'adéquation pourraient représenter jusqu'à 1,6 Md£

Cybersécurité

- Le nouveau plan d'investissement militaire financera des technologies de pointe

Ecosystème *tech*

- Selon *Tech London Advocates*, 1/4 des entreprises technologiques craignent une faillite dans le cas d'un Brexit sans deal

Principales levées de fond de startups britanniques entre le 16 novembre et le 29 novembre 2020 :

- [Seldon](#), AI (plateforme de développement d'apprentissage machine) : [Série A, 7,1 M£](#)
- [WeGift](#), FinTech (API offrant aux entreprises l'émission de carte-cadeaux électroniques) : [Série A, 8 M\\$](#)
- [Harbr](#), Cloud (plateforme d'échange de données pour entreprises) : [Série A, 38,5 M£](#)
- [Paddle](#), Saas (outil d'analyse de revenus) : [Série C, 52 M£](#)
- [Achilles Therapeutics](#), HealthTech (personnalisation des thérapies contre le cancer) : [Série C, 52,7 M£](#)
- [OakNorth](#), FinTech (banque pour PME spécialisée dans les prêts) : [Série D, 22.4 M£](#)
- [Griffin](#), FinTech (service de *banking-as-a-service* aidant les entreprises à créer des services financiers) : [Venture Round, 6,5 M£](#)
- [Itch](#), PetTech (livraison de traitements anti-puces personnalisés pour animaux de compagnie) : [Venture Round, 7,25 M£](#)
- [Modulr](#), FinTech (plateforme API de *payments-as-a-Service*) : [Venture Round, 9 M£](#)
- [M Squared](#), Quantum (systèmes quantiques et photoniques) : [Debt and Private Equity Round, 32,5 M£](#)
- [Zenobe Energy](#), GreenTech (services aux opérateurs de véhicules électriques) : [Private Equity Round, 150 M£](#)

Rapports [en anglais]

- [The Scaleup Index, 2020, Scaleup Institute, Beauhurst](#) : Le rapport analyse 7 474 scale-ups (définies comme des entreprises avec une croissance annuelle du nombre d'employés ou du chiffres d'affaires de plus de 20 %), et tire les principales conclusions suivantes : 1) les plus grandes levées de fonds en 2019 – pour un montant total de 5,3 Md£ – concernent des entreprises dans la finance, les *healthtech*, l'énergie et la livraison ; 2) les fonds de capital-risque et de *private equity* sont les principaux investisseurs, réalisant 8 fois plus de deals que les acteurs *corporate* ; 3) les scale-ups technologiques représentent 15% du total, parmi lesquelles celles spécialisées en *Software-as-a-service* (logiciel) sont les plus nombreuses, 4) seulement 10 % des fondateurs de scale-ups sont des femmes.
- [Tech Nation Visa, Report 2020](#) : selon l'opérateur du *Global Talent Visa* - visa pour les talents de la tech - le nombre de candidatures à ce dernier a augmenté de 48 % entre novembre 2019 et novembre 2020. Du fait de la sortie de l'UE de l'Union européenne, le rapport prévoit une augmentation des demandes en 2021. Le nombre de recherches internet au Royaume-Uni liées aux termes « *UK tech visa* » a augmenté de 200 % entre avril et septembre 2020. Enfin, *Tech Nation* précise les principaux secteurs dans lesquels travaillent les bénéficiaires du visa (développement de logiciels, IA et *machine learning*, *cloud computing*, *fintech*) ainsi que leurs principaux pays d'origine (Inde, Etats-Unis, Russie).
- [Digital government during the coronavirus crisis, 19 november 2020, The Institute for Government](#) : ce rapport fait le bilan de l'utilisation par le gouvernement des outils numériques au cours de la première vague de la crise sanitaire, et établit des recommandations pour tirer des leçons des succès et échecs : 1) clarifier les responsabilités respectives du *chief digital officer*, *chief data officer* et du directeur général du *Government Digital Service* ; 2) veiller à ce que l'expertise en matière de données soit partagée au sein du gouvernement ; 3) clarifier les projets de ce dernier en matière d'identité numérique ; 4) être plus transparent sur l'utilisation des données des citoyens et associer le public sur les projets de partage de données.

FAIT MARQUANT

Le gouvernement présente une *Telecommunications Security Bill* ambitieuse visant à renforcer la sécurité des réseaux et à accélérer le retrait des équipements *Huawei* au Royaume-Uni

Le gouvernement a déposé devant le Parlement le 24 novembre une [loi](#) sur la sécurité des télécommunications (*Telecommunications Security Bill*), ayant pour objectif de lutter plus efficacement contre les cyber-attaques. Selon le Ministre du Numérique Oliver Dowden, « *ce projet de loi révolutionnaire donnera au Royaume-Uni l'un des régimes de sécurité des télécommunications les plus stricts au monde* ». Elle introduit de nouvelles obligations légales applicables aux entreprises des télécoms : des standards de sécurité des réseaux - plus particulièrement des technologies utilisées pour la 5G et la fibre optique -, contrôlés par l'*OFCOM* (régulateur des télécommunications) et dont l'absence de respect pourra être sanctionnée d'une amende allant jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires ou 100 000 £ par jour. La loi octroie également de nouveaux pouvoirs de sécurité nationale au gouvernement : il pourra décider de l'exclusion de vendeurs considérés à « haut risque » (à l'instar de *Huawei*) et vérifier l'absence d'utilisation, par les fournisseurs publics de télécommunications, d'équipements provenant de ces fournisseurs. La *Telecommunications Security Bill* (et ses éléments de législation secondaire) inscrit ainsi dans la loi l'obligation de retrait des équipements 5G de *Huawei* d'ici 2027 annoncée par le gouvernement en juillet et permet de pallier une faille de cette dernière : les opérateurs s'exposeront dès septembre 2021 à des amendes s'ils installent des nouveaux équipements fabriqués par *Huawei* (alors qu'en juillet, il n'avait pas été expressément interdit d'utiliser des équipements déjà achetés, mais pas encore installés).

ECONOMIE NUMERIQUE ET REGULATION

La *Spending Review 2020* contient quelques mesures destinées au numérique – La [Spending Review 2020](#) - définissant les dépenses de l'Etat pour la période 2020-21 - a été annoncée le 25 novembre par le chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak. L'amélioration des infrastructures informatiques au sein de l'administration bénéficiera de 600 M£ et la mise en place d'une stratégie de diversification des télécommunications afin de renforcer la sécurité des réseaux 5G, de 50 M£. Des investissements pluriannuels y sont également mentionnés, comme le programme d'investissement pour le déploiement d'un réseau haut-débit de qualité sur 95 % du territoire (1,2 Md£ entre 2021-22 et 2024-25).

Le gouvernement britannique crée une nouvelle autorité de régulation des *Big Tech* – Une unité spéciale – [la Digital Markets Unit](#) - va être créée en avril prochain au sein de l'Autorité de la concurrence britannique (*Competition and Markets Authority*). Elle aura pour mission de faire appliquer un nouveau code régissant le comportement des plateformes dominant actuellement le marché, comme *Facebook* et *Google*. En vertu de ce code, ces dernières seront tenues à plus de transparence quant aux services qu'elles fournissent et à la manière dont elles utilisent les données des consommateurs. La nouvelle unité pourra être habilitée à suspendre voire annuler les décisions des *Big Tech*, à leur imposer des mesures de mise en conformité et des sanctions financières en cas de non-respect. Cette création fait suite à l'[étude](#) de la CMA sur les plateformes numériques et la publicité en ligne publiée en juillet, qui avait appelé le gouvernement à mettre en place des mesures pour favoriser la concurrence sur ces marchés.

Un groupe d'entreprises de marketing digital a déposé une plainte à l'autorité de la concurrence britannique contre *Google* – Le moteur de recherche américain prévoit de supprimer progressivement les « cookies » de suivi d'entreprises tierces début 2021. Or, le groupe de lobby *Marketers for an Open Web* (MOW) estime que cette initiative, appelée *Privacy Sandbox*, renforcera le contrôle de la publicité en

ligne de *Google* et nuira ainsi à la concurrence. MOW a par conséquent adressé une lettre à la *Competition and Markets Authority* (CMA), pour demander de repousser l'introduction de cette initiative afin de donner le temps aux régulateurs d'examiner ses conséquences. Si la CMA a confirmé avoir reçu la plainte et a indiqué avoir identifié des inquiétudes similaires sur le pouvoir de marché de *Google* dans un [rapport](#) publié en juillet, elle n'a pas ouvert d'enquête à ce jour. Un blocage du *Privacy Sandbox* de *Google* par la CMA serait la première intervention directe des pouvoirs publics contre les *Big Tech* au Royaume-Uni.

Le gouvernement britannique réfléchit à l'utilisation de drones pour les livraisons dans les zones rurales – La Ministre des Transports a lancé le 24 novembre un [appel à contribution](#) sur une stratégie rurale pour les transports (*Future of Transport : Rural strategy*), destinée à faire bénéficier les zones rurales des innovations dans le secteur des transports. Le gouvernement indique en particulier étudier l'autorisation de livraisons par drones dans les villes les plus reculées, qui permettraient de réduire les durées de livraison et la pollution induite.

TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX

Le vice-président de Huawei appelle le Royaume-Uni à revoir sa position sur l'exclusion de l'équipementier – A la suite de la victoire de Joe Biden aux élections présidentielles américaines, le vice-président du géant chinois, Victor Zhang, a [indiqué](#) au *Guardian* que le changement d'administration à la Maison Blanche devrait inciter le gouvernement britannique à revoir sa décision d'exclure les équipements 5G de *Huawei* d'ici 2027. En effet, cette dernière était motivée par le Conseil national de cybersécurité britannique par des doutes sur la qualité des équipements, à la suite de la décision de l'administration Trump d'interdire à *Huawei* l'utilisation de semi-conducteurs fabriqués avec des technologies et logiciels américains. Victor Zhang a également insisté sur l'accroissement de l'écart « Nord-Sud » en l'Angleterre en termes de connectivité du fait du retard du déploiement de la 5G qu'implique l'exclusion de *Huawei*.

DONNEES

Le Royaume-Uni a mis l'accent sur les flux libres de données lors des négociations de l'OMC sur le e-commerce – Lors de la session plénière de l'Initiative sur le e-commerce de ce 17 novembre, le [discours](#) de l'ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'OMC, Julian Braithwaite, a insisté sur l'importance des flux transfrontaliers libres de données, malgré les « dissonances entre certaines parties ». Après avoir fait savoir qu'il souhaitait aller plus loin que l'UE dans certains domaines du commerce numérique international, le gouvernement britannique a maintenu sa position lors de ces négociations sur l'e-commerce, initiées en 2019 et qui réunissent 85 membres de l'OMC.

Les coûts pour les entreprises britanniques liés à une absence de décision d'adéquation pourraient représenter jusqu'à 1,6 Md£ - Selon le [rapport](#) du think tank *New Economics Foundation* et du centre de recherche *UCL European Institute*, si la Commission européenne n'octroie pas de décision d'adéquation au Royaume-Uni d'ici la fin de la période de transition, les coûts pour les entreprises britanniques de la mise en conformité de leurs flux de données entre l'UE et le RU sont évalués entre 1 Md£ et 1,6 Md£. Les chercheurs sont parvenus à cette estimation après une soixantaine d'interviews de professionnels de la donnée, d'universitaires et d'entreprises au Royaume-Uni et dans l'Union européenne. Le coût moyen de mise en conformité (mis en place de clauses contractuelles standards ou de règles d'entreprises contraignantes) est estimé en moyenne à 10 000 £ pour une petite entreprise, 19 555 £ pour une entreprise de taille moyenne et 162 790 £ pour une grande entreprise.

CYBERSECURITE

Le nouveau plan d'investissement militaire financera des technologies de pointe – L'augmentation de 10 % du budget de la défense (soit près de 45 Md€) annoncée le 19 novembre par le Premier ministre britannique, bénéficiera à l'amélioration de nouvelles technologies utilisées pour répondre aux menaces dans le cyberspace. De nouvelles entités seront créées, dont une agence dédiée à l'intelligence artificielle et une force de lutte contre les attaques informatiques. Des spécialistes de la cybersécurité seront également recrutés par l'armée britannique pour se préparer aux futures « [guerres high-tech](#) ».

ECOSYSTEME TECH

Selon Tech London Advocates, ¼ des entreprises technologiques craignent une faillite dans le cas d'un Brexit sans deal – [L'enquête](#) du réseau de collaboration autour du numérique (équivalent privé et britannique des communautés French Tech) a interrogé 238 personnalités de la *tech* et investisseurs londoniens. Elle a révélé que les principales préoccupations des entreprises *tech* en cas de sortie du Royaume-Uni sans accord concernent la disponibilité des capitaux, en particulier pour les jeunes pousses, les chaînes d'approvisionnement et le recrutement. Parmi les personnes interrogées, 75 % estiment que les effets combinés du coronavirus et du *Brexit* réduiront l'accès au capital (du fait, entre autres, de l'émergence de nouveaux hubs d'investissement concurrents en Europe) et 60 % craignent la perte d'employés internationaux qualifiés.

Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Alice WODA (attachée numérique) et revue par Stanislas GODEFROY (chef du pôle sectoriel)